



# Revue de presse



Lundi 27 Janvier 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [Le président de la République instruit d'enrichir le projet de loi sur les assurances "en accord avec la souveraineté financière du pays"](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'enrichir le projet de loi relatif aux assurances "en accord avec la souveraineté financière du pays".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## [la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne repose sur le principe gagnant-gagnant](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, que la révision de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), vient "soutenir les bonnes relations" entre les deux parties et repose sur le principe gagnant-gagnant.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **L'Algérie n'a pas interdit l'importation à l'exception de ce qui est fabriqué localement et qui couvre les besoins du marché national**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, que l'Algérie n'a interdit l'importation dans aucun domaine, à l'exception de ce qui est fabriqué localement et qui couvre les besoins du marché national, donnant des instructions strictes au Gouvernement pour contrer toute tentative visant à ternir l'image de l'Algérie auprès des marques commerciales mondiales.

***Le Courrier***  
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

## **PROTECTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE : Faïd souligne le rôle central des Douanes**

Le ministre des Finances a rappelé le poids des Douanes algériennes dans la protection de l'économie nationale et le soutien des pouvoirs publics dont elle jouit. Lors de la célébration de la journée mondiale des Douanes algériennes, Faïd a mis en avant leur rôle actif dans la promotion du développement économique et le renforcement de l'équilibre financier en Algérie, saluant au passage les réalisations accomplies par le corps douanier durant l'année 2024, notamment en matière de lutte contre la fraude et la contrebande.



## **Les Douanes face à de nouveaux défis**

Les Douanes algériennes célébraient, hier, leur journée mondiale. L'occasion pour le ministre des Finances de rappeler le poids de cette institution dans la protection de l'économie nationale et le soutien des pouvoirs publics dont elle jouit. La présence de plusieurs membres du gouvernement à cet événement qui s'est déroulé au niveau du Cercle national de l'armée confirme l'importance accordée par les hautes autorités du pays à cette institution.

## Convention entre l'ABEF et l'AGCE pour généraliser la signature électronique : Cap sur la digitalisation des services bancaires

Instaurer des services et prestations bancaires et financiers numérisés, accessibles à distance, sécurisés, rapides et à moindres coûts est le nouveau cap que s'apprêtent désormais à franchir les banques et établissements financiers de la place locale à travers le passage amorcé aux procédures de certification et de signature électroniques.

De fait, une convention-cadre vient d'être signée à cet effet entre l'Association des banques et établissements financiers (ABEF) et l'Autorité gouvernementale de certification électronique (AGCE), ouvrant ainsi la voie à l'accélération du processus de digitalisation des services financiers à grande échelle, dans le cadre de la mise en œuvre du vaste chantier de réforme et de modernisation du système financier et bancaire national.



## Douanes algériennes : bouclier d'excellence pour la prospérité économique

Lors de sa supervision, ce samedi, au Cercle national de l'Armée (CNA) à Alger, aux côtés du général-major Abdelhafid Bakhouche, directeur général des Douanes, des festivités officielles célébrant la Journée mondiale des douanes célébrée le 26 janvier de chaque année, coïncidant avec le 73e anniversaire de la création de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD), le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a mis en avant la position pivot des Douanes algériennes dans la protection de l'économie nationale et la défense des intérêts supérieurs du pays.

L'événement, qui s'est déroulé sous le slogan «La Douane concrétise son engagement en faveur de l'efficacité, de la sécurité et de la prospérité», a vu la présence de hauts responsables de l'État, de membres du Gouvernement, ainsi que des dirigeants d'institutions militaires, sécuritaires, judiciaires et civiles, en plus des cadres de la Direction générale des Douanes (DGD).



## **Transmis par la Douane à la CTRF : 127 dossiers de blanchiment d'argent**

L'année 2024 a été marquée par une activité intense des services des Douanes dans différents domaines. Ainsi, 245.000 déclarations douanières ont été traitées par les services des Douanes algériennes, via le nouveau système d'information «ALCES», a indiqué un haut responsable de la Direction générale des Douanes (DGD).

Lors de la présentation des activités de cette institution à l'occasion de la célébration de la journée internationale de la Douane, le directeur de la réglementation, l'organisation et des systèmes douaniers, le contrôleur général principal Adel Habssa, a souligné l'engagement des services des douanes en matière d'efficacité.



## **Conseil des ministres : Révision de l'accord d'association avec l'UE, bourse des étudiants, hadj... Ce qu'a dit le Président**

Un Conseil des ministres s'est tenu, hier, sous la présidence du président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense, M. Abdelmadjid Tebboune.

Après un exposé du Premier ministre concernant l'activité du gouvernement durant les deux dernières semaines et les interventions de messieurs les ministres au sujet des projets de loi et des exposés, le président de la République a donné plusieurs ordres, instructions et orientations.



## **Conseil des ministres/Accord d'Association Algérie - Union européenne**

### **Les raisons d'une révision**

Le président de la République avait pour sa part appelé à revoir l'accord en question.

L'accord d'association qui lie depuis 2005, l'Algérie à l'Union européenne est, désormais, acculé par les réalités économiques. C'est ce qu'il ressort de la réunion du Conseil des ministres de ce dimanche et qui a vu le staff gouvernemental, aborder sous la houlette du chef de l'État, des dossiers sensibles, dont celui des assurances, des œuvres sociales universitaires et de la sécurité alimentaire.



## **L'objectif d'augmenter le PIB à 5% réalisable**

L'objectif d'augmenter le PIB à 5% réalisable en Algérie, selon des experts. Les rapports des instances internationales, sa jeunesse, les investissements, la numérisation sont autant d'atouts.

Notre pays enregistre des performances économiques notables depuis 2 ans, des progrès confirmés par plusieurs instances internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Dans ce contexte, une question revient souvent: qu'est-ce qui empêche l'Algérie, avec de telles performances, d'augmenter de 3% à 5% son PIB, alors que le pays dispose de nombreux atouts?



## **Taux de change officiel :: L'Euro repart à la hausse**

Les cotations commerciales de la Banque d'Algérie, valables du 23 au 27 janvier 2025, indiquent que l'Euro s'échange à 140,56 dinars algériens à l'achat et 140,59 dinars à la vente.

Au Square port-Saïd, la monnaie européenne s'échange actuellement à 252 dinars algériens à l'achat et 255 dinars à la vente.

Quant au billet vert, son change se situe, à la BA, à 135,17 dinars à l'achat et 135,18 dinars à la vente. Sur le marché informel, le Dollar s'échange à 242 dinars à l'achat et 245 dinars à la vente.



## **Exportations pétrolières : le principal client de l'Algérie ne se trouve plus en Europe**

En 2024, l'Algérie a vu la Corée du Sud devenir le principal importateur de son pétrole, transporté par voie maritime. Avec une moyenne de 120 000 barils par jour, la Corée du Sud a surpassé les autres clients traditionnels, notamment la France, les États-Unis, l'Espagne et l'Italie, consolidant ainsi sa position de leader dans les importations de pétrole algérien.



## **Paiement électronique : Les commerçants s'adaptent, les consommateurs hésitent**

La généralisation des terminaux de paiement électronique (TPE) au niveau des commerces est effective depuis le 1er janvier dernier. Si les commerçants sont obligés de se conformer à la loi en se dotant de cet équipement et en assurant ce service aux clients, les consommateurs ne semblent pas pour autant jouer leur rôle dans l'équation de la généralisation d'e-paiement prônée par les pouvoirs publics. Pourquoi ? Et qu'est-ce qu'il faut faire pour vulgariser davantage ce mode de paiement auprès des consommateurs ?

## رئيس الجمهورية يوجه بإعادة إثراء مشروع قانون التأمينات بما "يتوافق مع السيادة المالية للبلاد"

وجه رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، اليوم الأحد لدى ترؤسه اجتماعا لمجلس الوزراء، بإعادة إثراء مشروع قانون التأمينات "بما يتوافق مع السيادة المالية للبلاد".

كما أمر رئيس الجمهورية ب"تشجيع المتعاملين في هذا المجال على الاستثمار وإنشاء بنوك جزائرية خاصة لخلق مزيد من الديناميكية في الاقتصاد الوطني"، حسب ما جاء في بيان لرئاسة الجمهورية.

## الجزائر لم تمنع الاستيراد إلا ما يصنع محليا و يلبي حاجيات السوق الوطنية

أكد رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، خلال ترؤسه اليوم الأحد اجتماعا لمجلس الوزراء، أن الجزائر لم تمنع الاستيراد في أي مجال إلا ما يتم تصنيعه محليا ويلبي احتياجات السوق الوطنية، مسديا تعليمات صارمة للحكومة بالتصدي لمحاولات تشويه صورة الجزائر بين العلامات التجارية العالمية.

وذكر رئيس الجمهورية "مرة أخرى بأن الجزائر لم تمنع الاستيراد في أي مجال إلا ما يتم تصنيعه محليا ويستجيب حجم إنتاجه لتلبية احتياجات السوق الوطنية"، مضيفا أن الهدف المسطر هو "ترشيد وتنظيم الاستيراد حسب الشعب وكبح محاولات المضاربة المتكررة بالمنتجات المستوردة كقطع الغيار التي لم يصدر أي قرار بمنع استيرادها وهي مفتوحة إلى اليوم"، حسب ما جاء في بيان مجلس الوزراء.

## مراجعة اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي تركز على مبدأ رابح-رابح

أكد السيد رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، لدى ترؤسه اجتماع مجلس الوزراء اليوم الأحد، أن مراجعة اتفاق الشراكة بين الجزائر والاتحاد الأوروبي تأتي دعماً "للعلاقات الطيبة" بين الطرفين و تركز على مبدأ رابح-رابح. و أوضح رئيس الجمهورية أن مراجعة هذا الاتفاق "ليست على خلفية نزاع وإنما دعماً للعلاقات الطيبة بين الجزائر والاتحاد الأوروبي كشريك اقتصادي، تركز على مبدأ رابح-رابح"، حسب ما جاء في بيان مجلس الوزراء.



## ضمن تقريره التقييمي لمشروع تسوية ميزانية 2022

### هذه ملاحظات مجلس المحاسبة حول منحة البطالة

كشف تقرير مجلس المحاسبة عن ملاحظات هامة حول جهاز منحة البطالة في الجزائر، ضمن تقريره حول مشروع قانون تسوية الميزانية لعام 2022، داعياً إلى فعالية أكبر في تنفيذ البرامج، حيث أظهرت المعطيات وجود فجوة بين عروض العمل وطلباته، مع تصيب محدود للمستفيدين من منحة البطالة في مناصب شغل مناسبة.

كما لفت التقرير، الذي اطلعت عليه "الشروق"، إلى مشكلات تتعلق بعدم استرداد بعض المبالغ المسددة دون وجه حق لأصحاب منحة البطالة، وتحدثت عن أهمية أن تكون المناصب المستحدثة تناسب الشباب المعني.



## أوامر رئاسية بإعادة إثراء مشروع قانون التأمينات بما يتوافق مع السيادة المالية للبلاد

وجّه رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، بإعادة إثراء مشروع قانون التأمينات بما يتوافق مع السيادة المالية للبلاد.

ويأتي هذا خلال ترؤسه اجتماعا لمجلس الوزراء اليوم الأحد.

وحسب بيان رئاسة الجمهورية المتضمن نتائج الاجتماع، فقد أمر الرئيس تبون بتشجيع المتعاملين في هذا المجال على الاستثمار وإنشاء بنوك جزائرية خاصة لخلق مزيد من الديناميكية في الاقتصاد الوطني.

## بروزنامة محدّدة تمتد إلى 2029 بالتزامات شفافة وفعّالة

### الجزائر في قلب المشهد الطاقوي العالمي

وضعت الجزائر استراتيجية مناقصات "طموحة" لاستكشاف المحروقات تمتد على فترة خمس سنوات، تتضمن إصدار دعوة واحدة سنويا حتى عام 2029، ويضمن هذا الإطار الطويل الأجل تدفقا ثابتا من فرص الاستثمار في قطاع الطاقة، مما يضع الجزائر كـ«لاعب موثوق واستراتيجي في المشهد العالمي».

ذلك ما خلصت إليه قراءة تحليلية للمنصة العالمية "إنرجي كابيتال أند باور" التي تهتم بشؤون الطاقة في إفريقيا، مشيرة إلى أن الجزائر تعمل على تنشيط قطاع المحروقات باستثمارات ضخمة تبلغ 50 مليار دولار على مدى السنوات الأربع المقبلة، مع التركيز بشكل أساسي على أنشطة الاستكشاف والإنتاج، ضمن نقطة محورية تتمثل في طرح جولة تراخيص، أولها تمت في شهر نوفمبر الماضي ومست ست كتل برية ضمن مناقصة وطنية ودولية.

DANS SON APPRÉCIATION SUR L'AVANT-PROJET DE LOI  
PORTANT RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE POUR 2022

# La Cour des comptes recommande une meilleure maîtrise des dépenses publiques

● La Cour des comptes note que la fiscalité pétrolière a représenté, en 2022, une part de 44,33% dans la composante des ressources budgétaires, après avoir enregistré un recul en 2020 et 2021, pour se situer, respectivement, à 26,91% et 32,66%.

Dans son appréciation sur l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2022, la Cour des comptes relève un manque de maîtrise des niveaux de dépenses budgétaires et souligne que «la volatilité des prix des hydrocarbures n'est pas de nature à permettre une meilleure planification des actions des politiques publiques et rend la soutenabilité budgétaire à moyen terme tributaire des éléments exogènes difficiles à prévoir et maîtriser» en citant, notamment, la crise sanitaire, les tensions géopolitiques, l'évolution de l'économie mondiale... La Cour des comptes note que la fiscalité pétrolière a représenté, en 2022, une part de 44,33% dans la composante des ressources budgétaires, après avoir enregistré un recul en 2020 et 2021, pour se situer respectivement, à 26,91% et 32,66%. Le prix du pétrole a atteint 103,8



La Cour des comptes préconise un suivi plus rigoureux des recettes fiscales

PHOTO: J.D.R.

dollars le baril en 2022 contre 72,40 dollars le baril en 2021 et 41,8 dollars en 2020. Des écarts qui faussent la base de calcul des politiques budgétaires surtout que des dysfonctionnements sont aussi relevés dans le recouvrement des recettes fiscales. «Le rapport de présentation du projet de loi de finances pour 2022 et les prévisions du CMBT 2022-2024 ont prévu une baisse des ressources ordinaires de 2,98% en 2022 par rapport à 2021 contre une hausse de 3,2% en 2023 et 3,7% en 2024. Au titre de la loi de finances complémentaire pour 2022, l'augmentation des ressources ordinaires a été fixée à hauteur de 11,28%, alors que son exécution ne s'est traduite que par une augmentation de 1,49%, soit 59,365 mds de DA», relève le rapport.

Ce dernier rappelle que la loi organique de 2018 relative aux lois de finances avait prévu, dans son article 3, que «l'Etat œuvre dans la gestion des finances publiques à privilégier la couverture de ses dépenses de fonctionnement par les ressources ordinaires. Il s'est toutefois avéré qu'après une nette amélioration de ce ratio en 2020 (80,14%), ce dernier a reculé en 2021 et en 2022 pour se situer, respectivement à 72,9% et 54,18%. «Cette situation est due à l'augmentation non

corrélée des dépenses de fonctionnement avec celle des ressources ordinaires qui n'ont augmenté que de 4,88% en 2021 par rapport à 2020, et de 1,49% en 2022 par rapport à 2021. Les dépenses de fonctionnement ont par contre augmenté de 15,29% en 2021 et de 36,57% en 2022. Avec des restes à recouvrer affichant une hausse de 7,86%, soit 478,332 mds de DA, pour s'établir à 6.565,351 mds de DA. La Cour des comptes recommande la poursuite des efforts visant la maîtrise de l'assiette des impôts et taxes constituant la fiscalité des ressources ordinaires ; ainsi que le parachèvement des opérations de classification des dettes fiscales selon leur recouvrabilité et l'adoption d'une gestion axée sur les résultats. «Contrairement aux orientations réitérées chaque année dans les notes d'orientation relatives à la préparation de l'avant-projet de loi de finances et du budget de l'Etat, la réalité du contexte national et international a entravé la réalisation de ces objectifs», indique le rapport en citant, entre autres objectifs, la maîtrise des dépenses de fonctionnement, une plus grande efficacité de l'investissement public, la maîtrise de l'évolution de la masse salariale, la rationalisation des dépenses de fonctionnement des services

et la lutte contre le gaspillage et la non-crédation de nouveaux établissements publics en privilégiant le regroupement fonctionnel et territorial pour ceux ayant des missions similaires.

## RATIONALISER LES DÉPENSES PUBLIQUES

La Cour des comptes relève en outre une hausse, en 2022, de 33,94% du montant des transferts sociaux, soit 723,462 mds de DA pour s'établir à 2.854,743 mds de DA, soit l'équivalent de 8,91% du PIB et 27,2% du budget de l'Etat. En sus de l'institution d'une allocation chômage au profit des primo demandeurs d'emplois d'un montant de 208,488 mds de DA, et ce parallèlement à la hausse de 9,86 M des dépenses de personnels.

Dans ses recommandations, la Cour des comptes appelle «à la rationalisation des dépenses publiques, notamment celles liées aux transferts sociaux, à travers le parachèvement du dispositif de la compensation monétaire prévu par les dispositions de l'article 188 de la LF pour 2022 et l'octroi des avantages fiscaux suivant des objectifs à atteindre en matière de création d'emplois et de valeurs ajoutées en veillant à l'évaluation de leur impact».

En matière de réévaluation des projets qui ont connu une hausse de 25,43%, soit +514,156 mds de DA, dont 247 mds de DA au titre de la réévaluation des projets en cours d'exécution, la Cour des comptes recommande l'amélioration de la qualité d'inscription et de mise en œuvre des programmes d'équipement et de proposer, au financement, les seuls projets ayant atteint un niveau de maturation requis, afin d'éviter les retards d'exécution et le recours récurrent à des réévaluations insoutenables pour le Trésor public.

Le rapport de la Cour des comptes fait remarquer que dans tous secteurs confondus, le programme d'investissement a enregistré, en 2022, un taux de consommation moyen de 30,7% contre 39,33% en 2021, enregistrant ainsi un recul de neuf points de pourcentage. «Le niveau de consommation faible des crédits alloués aux programmes de développement, au titre de ces deux exercices, s'est traduit par des reliquats importants. La ventilation par secteur d'activité laisse apparaître une faible absorption des crédits mis en place par l'Etat pour le développement des secteurs d'activité», note le même document.

Nadjia Bouaricha

## Sonatrach-Douanes Accord de coopération dans le domaine de la formation

 Le groupe Sonatrach a signé, samedi à Alger, un accord avec la Direction générale des Douanes, portant sur la formation et l'habilitation des agents des Douanes algériennes par l'Institut algérien du pétrole (IAP) relevant du groupe public. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du groupe rendu public hier. La cérémonie de signature s'est déroulée au Cercle national de l'armée, à Alger, à l'occasion de la Journée internationale des Douanes, en présence de nombre de ministres et de personnalités représentant les différents secteurs nationaux, a ajouté la même source. L'accord a été signé par le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, et le directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafid Bakhouch, sous la supervision du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, et du ministre des Finances, Laâziz Faïd, selon la même source. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du «renforcement de la coopération entre les deux parties, en vue de développer les compétences humaines au service de l'économie nationale et d'améliorer la performance opérationnelle des agents des Douanes», a ajouté Sonatrach. Le groupe a également fait savoir que «ce partenariat stratégique reflète l'engagement des deux institutions à renforcer les compétences nationales», soulignant que l'IAP prévoit de dispenser des programmes de formation spécialisée englobant les nouvelles pratiques et techniques en matière de gestion des ressources et de l'énergie, outre le renforcement des compétences techniques des agents des Douanes afin de relever les nouveaux défis, a conclu le communiqué.

## موازاة مع اتفاقيات قطاعية

# توقيع اتفاقية تعاون بين الجمارك الجزائرية وسوناطراك في مجال التكوين

وقع مجمع سوناطراك بالجزائر العاصمة اتفاقية مع المديرية العامة للجمارك الجزائرية، تتضمن تكفل المعهد الجزائري للبتروول التابع للمجمع بتكوين وتأهيل عناصر الجمارك الجزائرية.



### حفيظ صوابلي

● أشار بيان صادر عن سوناطراك إلى أن توقيع الاتفاقية جرى بمقر النادي الوطني للجيش خلال فعاليات احتفال المديرية العامة للجمارك باليوم العالمي للجمارك الذي يصادف 26 جانفي من كل سنة بحضور عدد من الوزراء وشخصيات تمثل مختلف القطاعات الوطنية.

وتم التوقيع على الاتفاقية، حسب البيان، من قبل الرئيس المدير العام لمجمع سوناطراك، رشيد حشيشي والمدير العام للجمارك اللواء عبد الحفيظ بخوش، تحت إشراف وزير الدولة وزير الطاقة والمناجم والطاقات المتجددة، محمد عرقاب، ووزير المالية لعزیز فايد.

وتأتي هذه الخطوة في إطار "تعزيز التعاون بين الطرفين لتطوير الكفاءات البشرية بما يخدم الاقتصاد الوطني ويدعم الأداء الميداني لعناصر الجمارك"، تقول سوناطراك. كما أوضحت أن "هذا التعاون الإستراتيجي يعكس التزام المؤسسات بتعزيز الكفاءات الوطنية"، مبرزة أن المعهد الجزائري للبتروول سيقدّم برامج تدريبية متخصصة تشمل أحدث الممارسات والتقنيات في مجال إدارة الموارد والطاقة، إضافة إلى تعزيز المهارات التقنية لعناصر الجمارك بما يتماشى مع التحديات الحديثة.

وكانت المديرية العامة للجمارك قد وقعت على أربع اتفاقيات تعاون

تخص عدة قطاعات، ووقع على هذه الاتفاقيات المدير العام للجمارك، اللواء عبد الحفيظ بخوش، خلال مراسم الاحتفال باليوم العالمي للجمارك التي احتضنها النادي الوطني للجيش بالجزائر العاصمة، مع مسؤولين من كل من وزارة الرياضة، مجمع "سوناطراك"، المديرية العامة للغابات والسلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته.

وهدفت الاتفاقية الموقعة مع الرئيس المدير العام لمجمع "سوناطراك"، رشيد حشيشي، تحت إشراف وزير الدولة، وزير الطاقة والمناجم والطاقات المتجددة محمد عرقاب، ووزير

المالية، فهي تهدف لتعزيز التكوين المتخصص في مجال المحروقات. أما الاتفاقية الموقعة مع الأمين العام لوزارة الرياضة، سليمان طيبي، تحت إشراف وزير القطاع وليد صادي، ووزير المالية لعزیز فايد، فاستهدفت إلى تعزيز القدرات الرياضية لأفراد الجمارك.

ويخصص الاتفاقية الموقعة مع المفشة العامة بالمديرية العامة للغابات، نجمة رحمان، تحت إشراف وزير الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري، يوسف شرفة، ووزير المالية، فهي ترمي إلى تعزيز التعاون وتوحيد الجهود المشتركة لحماية الثروة

الحيوانية والغابية. وتهدف الاتفاقية التي تم توقيعها مع رئيسة السلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته، سليمة مسراتي، إلى وضع أسس للتعاون والتنسيق المشترك بين الهيئتين في مجال مكافحة الفساد. وفي كلمة له بالمناسبة، أكد اللواء بخوش بأن هذه الاتفاقيات تأتي لتتوجها جهود مصالح الجمارك الرامية لتعزيز علاقاتها مع مختلف الشركاء، "مستقطبة بذلك كل من يساهم بفعالية في تحسين مناخ النشاط الجمركي، وتعبئته بالمهارات الجديدة لتحقيق أفضل النتائج على كافة الأصعدة".

ح. ص

## لضمان حقوق ومصالح الجزائر الاقتصادية مشاورات لمراجعة اتفاق الشراكة الأوروبية الشهر القادم

اقتصادي مع الجزائر، وأنها لا تمنع في مراجعة الاتفاق.

وتعمل هذه اللجنة القطاعية التي تضم عدة وزارات، كالتجارة والصناعة والزراعة والطاقة والمالية وهيئات كالجمارك، تحت رئاسة وزارة الخارجية منذ عام 2022. على إجراء مراجعة دقيقة لاتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي بكل بنوده وملاحقه، خاصة في الشق التجاري للاتفاق. وتقييم المبادلات التجارية منذ دخوله حيز التنفيذ وأثرها بالنسبة للمنتجات الزراعية الغذائية الصناعية والصيد البحري والمنتجات الصناعية، وسيتم عمل اللجنة بإعداد تقرير يحمل جملة من التوصيات وفق نظرة سيادية ومقاربة "أرباح - ربح".

ويرى متابعون أن مفاوضات مراجعة اتفاق الشراكة الاستراتيجية، ستكون صعبة ومعقدة قياسا بالعلاقات المتوترة التي تربط الجزائر ببعض أعضائها، على غرار فرنسا وإسبانيا، حيث رفعت الجزائر ورقة تقييد التبادل التجاري بينها وبين مدريد وباريس.

وقد عادت منذ أسابيع قليلة فقط، العلاقات التجارية بين الجزائر وإسبانيا بعد عامين من التعليق، بسبب قضية أعلنتها الجزائر لإسبانيا بعدما غيرت موقفها التاريخي من القضية الصحراوية، شملت كل المبادلات التجارية باستثناء التزويد بالغاز، الأمر الذي كبد المتعاملين الاقتصاديين في إسبانيا خسائر معتبرة، اضطر معها الإسبان إلى الاستنجد بالاتحاد الأوروبي من أجل الضغط على الجزائر. وأغلقت الجزائر بصفة شبه كلية باب استيراد القمح من فرنسا في ظل العلاقات الدبلوماسية المتوترة بشدة. وبالتالي ستعرض صادرات الحبوب الفرنسية لاسيما منها القمح، لضربة موجعة في هذا الموسم بسبب تدهور العلاقات الدبلوماسية مع الجزائر.

كما تشهد علاقات البلدين درجة متقدمة من التآزم إثر تدخلات فرنسا المتكررة في الشؤون الداخلية للجزائر وعمل اليمين المتطرف على تصعيد الخلافات بين البلدين بشكل يعقد أليا مسار مراجعة اتفاق الشراكة الأوروبية.

نسرين جعفر

زيارات متبادلة لاستكمال المفاوضات"، مؤكدا أنها "ستتناول أساسا تقييم التبادلات بشكل أكثر وضوحا، من خلال مراجعة اتفاق الشراكة بشكل كامل ولا توجد لدينا دراسة نقطة بنقطة"، في تعارض واضح مع موقف الجزائر الرامي إلى إعادة النظر في الوثيقة بندا بندا.

وكان رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، قد اتخذ قرارا في نهاية أكتوبر 2021، بإعادة تقييم بنود اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي "بندا بندا"، وفق نظرة سيادية ومقاربة تراعي مصلحة المنتج الوطني لإطلاق نسج صناعي ومناصب شغل، كما ترغب الجزائر في أن تشمل المراجعة إلغاء بعض البنود ذات العلاقة بالشق السياسي وخاصة المسائل التي تعتبرها تدخلا في شأنها الداخلي.

ومن منظور الجزائر، لم يكن الاتفاق المبرم مع الاتحاد الأوروبي عادلا ولم يراع المصالح المشتركة للطرفين، حيث لم يستقدم الأوروبيون التكنولوجيا ولا الاستثمارات الموعودة، وأن خسائر الجزائر قدرت بنحو 30 مليار دولار نتيجة التفكيك الجمركي على البضائع الأوروبية.

وكان الرئيس تبون قد ترأس، مؤخرا، اجتماعا مع لجنة خاصة كان قد كلفها بإعداد مقترحات تخص مراجعة اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي. وشدد خلاله على أن "هذه المراجعة أصبحت ضرورية وستتم بمرونة وروح ودية دون الدخول في صراع، وأن الجزائر تحرص على الحفاظ على علاقات طبيعية مع دول التكتل الأوروبي بما فيها فرنسا".

وأوضح الرئيس أن "الاتفاق تم إبرامه في وقت كانت فيه الجزائر تختلف عن جزائر اليوم، فقد كانت حينها الصناعة لا تشكل سوى 3 في المئة من الدخل القومي، وكانت تعتمد على استيراد المنتجات الزراعية بدلا من تصديرها، مما يعكس ضعف إمكانيات التصدير آنذاك".

وأضاف أن الأمور تغيرت بشكل كبير، فالجزائر اليوم أصبحت تنتج وتصدر منتجات متنوعة تشمل الصناعات التحويلية والكهرومنزلية وغيرها، وأن دول الاتحاد الأوروبي تسعى إلى علاقات طبيعية

باشرت الجزائر مشاوراتها التقنية بهدف مراجعة اتفاق الشراكة الأوروبية، بشكل يضمن تحقق توازن المصالح والندية، في حين يرتقب أن يبدأ الطرفان شهر فيفري القادم، المشاورات بغرض حل مشكلتين. الأولى تتمثل باختلال الميزان التجاري لصالح أوروبا الذي يزعج الجزائر كثيرا، أما الثانية فترتبط بالتعقيدات الإدارية التي تواجه صادرات دول الاتحاد خاصة إسبانيا وفرنسا إلى الجزائر.

وفي إطار التحضير لهذه المشاورات، استقبل الوزير الأول نذير العراوي، الأسبوع الماضي سفير الاتحاد الأوروبي بالجزائر ديفغو ميادو باسكوا، في خلسة تمهد لبدء مشاورات مراجعة اتفاق الشراكة الاستراتيجية المبرم بين الطرفين عام 2005، والتي تخيم عليها أجواء من التوتر السياسي بين الجزائر وبعض أعضاء الاتحاد خاصة فرنسا وإسبانيا.

شدد الطرفان على الطابع الاستراتيجي للعلاقات الجزائرية - الأوروبية، معربين عن التزامهما المشترك بالعمل على إرساء شراكة شاملة ومتنوعة تستند إلى ديناميكيات جديدة ومقاربة متوازنة تضمن مصالح الجانبين، كما رحب الجانبان بانعقاد الاجتماع المرتقب للجنة الفنية الثنائية المخصصة للتشاور بشأن العلاقات التجارية، معتبرين إياه خطوة مهمة لتعميق التعاون الاقتصادي.

ومن المنتظر أن يشكل اجتماع مجلس الشراكة الجزائري - الأوروبي المنتظر، فرصة لاستعراض التعاون الثنائي وتحديد آفاق تطويره بما يواكب التحولات التنموية التي تشهدها الجزائر، وهو ما أكد عليه رئيس الوزراء والسفير الأوروبي، لاسيما أهمية تعزيز روح الصداقة والتفاهم المتبادل بين الجانبين من أجل تحقيق أهداف الشراكة الاستراتيجية ودعم جهود التنمية الشاملة بما يحقق تطلعات الشعبين الجزائري والأوروبي.

وكان يفترض أن تنطلق مفاوضات بين الطرفين في نوفمبر 2024 لحل المشكلات التجارية التي تطرحها الوثيقة، لكن تم تأجيلها لأسباب لم تعلن. وصرح ديفغو ميادو، سفير الاتحاد الأوروبي في الجزائر، في حوار سابق مع "الخبر"، أن المشاورات المرتقبة "ستبناها



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz

You  
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger